



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction de la coordination
et du management de l'action publique
Bureau des procédures d'utilité publique
2014 ICPE/316
MED société SNG
CARQUEFOU

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de le Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 32-3-8 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2002/ICPE/138 en date du 21 juin 2002 autorisant la société Nantaise de Galvanisation, dont le siège social est situé ZI – 4 rue de l'Europe à Carquefou, à exploiter une unité de traitements de surfaces de métaux, à cette même adresse et notamment son article 8.4.1. ;

VU les résultats des mesures de contrôle réalisées sur les eaux pluviales du site SNG des années 2007, 2009, 2010 et 2011 ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 3 novembre 2014 accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure, adressés à cette même date, à la société Nantaise de Galvanisation, après visite de l'installation précitée du 23 septembre 2014, au cours de laquelle il a été constaté que les résultats des contrôles réalisés sur les rejets d'eau pluviales font apparaître des dépassements significatifs sur le paramètre zinc ;

VU les observations de l'exploitant formulées par lettres des 6 et 20 novembre 2014 ;

Considérant que lors de la visite de l'installation du 23 septembre 2014, l'inspecteur a constaté que les résultats des contrôles réalisés sur les rejets d'eaux pluviales font apparaître des dépassements significatifs sur le paramètre zinc ;

Considérant que cette situation est de nature à porter atteinte à l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 32-3-8 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société Nantaise de Galvanisation de respecter les prescriptions de l'article 32-3-8 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1^{er} - La société Nantaise de Galvanisation est mise en demeure, pour poursuivre l'exploitation de l'unité de traitements de surfaces de métaux, située ZI 4 rue de l'Europe à CARQUEFOU, de respecter les dispositions de l'article 32-3-8 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en :

- fournissant une étude technico-économique en vue de rendre conformes les rejets d'eaux pluviales de son site, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- précisant le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- réalisant les travaux pour atteindre la conformité, dans un délai maximum de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Au plus tard, un mois après la fin des travaux, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées au 3ème point de l'article 1^{er} avec des justificatifs (solutions techniques retenues, devis, bon de commande...).

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 4 - Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Carquefou et pourra y être consultée.

Cet arrêté sera affiché à la mairie de Carquefou pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Carquefou et envoyé à la Préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique - bureau des procédures d'utilité publique).

Article 6- Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le maire de Carquefou et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Nantaise de Galvanisation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Nantes, le

9 DEC. 2014

P.J. : 1

Le PREFET

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel AUDRY

Article L171-8

Créé par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 3

I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II. — Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.